

Correo Internacional



**Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Numéro 136
Janvier 2008**

700.000 Palestiniens ont passé la frontière de la Bande de Gaza avec l'Egypte

UN TROU DANS LA POLITIQUE D'ISRAËL ET DE L'IMPERIALISME

Appui et solidarité avec la lutte du peuple palestinien !



Déclaration de la LIT-QI

Ces derniers jours, des centaines de milliers de Palestiniens de la Bande de Gaza ont démolé les passages frontaliers avec l'Egypte et sont entrés massivement dans ce pays pour acheter des aliments, des médicaments et d'autres éléments indispensables, qui leur

manquaient suite au blocus israélien serré à ce territoire. On estime qu'environ 700 000 personnes, du million et demi d'habitants de Gaza, y ont participé.

Cette action, née de l'urgente nécessité de survie, a en même temps une claire signification de lutte et, dans les faits, a signifié un important triomphe, bien qu'il soit partiel, pour rompre le blocus israélien et ses objectifs. Comme le signale l'article de Steven Erlanger dans le New York Times, l'action « *a aussi ouvert un grand trou dans la politique israélienne, soutenue par Washington, de faire pression sur la population de Gaza dans l'espoir qu'elle se lève contre le Hamas* ».

La LIT-QI salue ce triomphe du peuple palestinien qui, une fois de plus, a montré son héroïsme et sa capacité de mobilisation, même dans les pires conditions, pour mettre en échec les différents plans élaborés constamment par l'impérialisme et Israël – avec la complicité d'une partie importante des organisations palestiniennes et des gouvernements arabes - pour liquider leur lutte pour la récupération de leur territoire historique, usurpé par Israël.

La crise des accords d'Oslo

La situation actuelle commence avec le triomphe du mouvement islamique Hamas lors les élections législatives de l'ANP (Administration Nationale Palestinienne), au début de 2006, quand il a mis largement en échec les candidats de l'organisation Al Fatah, du président de l'ANP, Mahmud Abbas.

Ce résultat électoral a mis en crise la politique des Accords d'Oslo, dans lesquels Al Fatah et l'OLP ont reconnu l'existence de l'Etat d'Israël et ont légalisé son usurpation de la Palestine. En échange, ils recevaient la promesse de la création d'un « futur Etat palestinien », en réalité, de petits territoires isolés et sans possibilité réelle d'autonomie, dans le style des bantoustans sud-africains de l'époque de l'apartheid. Le résultat électoral a montré le rejet majoritaire de cette politique par le peuple palestinien et l'usure profonde de la direction de Mahmud Abbas et Al Fatah, transformée maintenant en agent inconditionnel d'Israël et de l'impérialisme.

Face à cette situation, Israël, l'impérialisme et Abbas ont retenu les fonds de l'aide internationale et les impôts locaux collectés par Israël dans les territoires palestiniens, indispensables pour le fonctionnement de ceux-ci, cherchant à étrangler financièrement le gouvernement du Hamas. Même lorsque la direction de cette organisation acceptait une trêve de fait avec Israël, ils voulaient encore l'obliger à capituler complètement et à accepter les accords d'Oslo. En même temps, Abbas et Al Fatah ont armé une force militaire croissante pour réprimer les Palestiniens et attaquer le Hamas, ses dirigeants et ses députés.

Gaza : territoire palestinien indépendant

Malgré les tentatives conciliatrices du Hamas, qui appelait à former un « gouvernement d'unité nationale » avec Al Fatah vers le milieu de 2007, la situation a dérivé dans des confrontations ouvertes entre les deux forces et dans un coup d'Etat organisé par Abbas pour faire refluer le Hamas et prendre le contrôle total du gouvernement.

Face à la préparation de ce coup bonapartiste, soutenu par l'impérialisme et Israël, il y a eu une réaction des masses de Gaza qui ont poussé le Hamas à expulser l'appareil militaire d'Abbas et la police d'Al Fatah de ce territoire. Cela a été un triomphe des masses palestiniennes parce qu'ils ont ainsi libéré Gaza du contrôle d'Israël et de ses agents, en le transformant en un territoire palestinien indépendant.

Cette situation était totalement intolérable pour Israël et son rôle d'Etat militaire gendarme dans la région. C'est pourquoi, il a d'abord attaqué militairement le territoire, pour détruire son infrastructure de génération d'électricité et d'approvisionnement en eau. Ensuite, il a établi un blocus strict pour empêcher la réception d'aliments, de médicaments et de combustibles. Cette politique avait un objectif très clair : mettre en échec, à tout prix, la résistance du peuple de Gaza et l'obliger se rendre.

La politique du sionisme contre les Palestiniens rappelle celle des nazis contre les Juifs

L'extrême cruauté de cette politique israélienne, qui peut être qualifiée de génocide, ne doit pas nous surprendre puisqu'elle a son origine dans l'essence même de l'Etat d'Israël. D'une part, il s'agit d'une **enclave impérialiste** dont la création a signifié l'usurpation du territoire palestinien historique, avec des méthodes extrêmement violentes, et l'expulsion de centaines de milliers de ses habitants, en 1948. D'autre part, c'est un **Etat gendarme au service de l'impérialisme**, armé jusqu'aux dents pour attaquer les peuples arabes, spécialement les masses palestiniennes. En ce sens, ce blocus génocide n'est que la continuité des nombreux crimes qu'Israël a commis durant ses 60 années d'existence.

La politique israélienne rappelle, sous plusieurs aspects, la politique que les nazis ont eue vis-à-vis des Juifs, pendant la Seconde Guerre mondiale, spécialement la création du ghetto de Varsovie qui a mené à son soulèvement contre l'occupation nazie en 1943. Par une ironie cruelle de l'histoire, le sionisme a fait que les descendants de ces héroïques Juifs de Varsovie appliquent aujourd'hui cette même politique nazie contre un autre peuple opprimé, les Palestiniens.

La crise des accords d'Annapolis

Il y a toutefois une différence fondamentale entre les deux processus : alors que le soulèvement du ghetto de Varsovie a été totalement écrasé et mis en échec, la lutte des Palestiniens, même si elle n'a pas encore atteint son objectif historique de récupérer pleinement leur terre, obtient des triomphes partiels, comme celui de la rupture du blocus sur la frontière avec l'Egypte, des triomphes qui vont provoquer la crise des différents plans que l'impérialisme et Israël essayent d'appliquer dans la région.

En ce sens, par exemple, avec la rupture de la frontière, les accords récents d'Annapolis (une ville aux Etats-Unis) entre Israël et Mahmud Abbas - avec l'approbation du gouvernement de George W. Bush et l'appui complice de presque tous les gouvernements arabes - qui essayaient de reprendre le chemin des Accords d'Oslo dans une nouvelle manœuvre contre le peuple palestinien, paraissent être entrés en crise, et très rapidement,

Israël n'est pas seul

L'Etat sioniste n'est pas seul pour poursuivre sa politique criminelle et génocide. Outre le soutien inconditionnel du gouvernement des Etats-Unis, qui définit Israël comme son « allié stratégique », et la complicité fantoche d'Abbas et du Fatah, il a aussi l'appui de fait des pays impérialistes européens et de l'ONU.

L'Union Européenne, le principal partenaire commercial d'Israël, et l'ONU, toujours disposées à soutenir et à entériner les actions et les invasions militaires impérialistes, comme en Afghanistan, en Iraq ou en Haïti, ont gardé jusqu'à présent un silence absolu face au blocus de Gaza, un silence qui ne peut pas être qualifié autrement que comme de la complicité avec la politique criminelle israélienne.

L'Egypte : une pièce maîtresse de la politique sioniste-impérialiste se détériore

L'autre pièce maîtresse de l'« opération bouclage » israélienne était l'action de l'Egypte, qui devait garantir sa frontière avec le sud de la Bande de Gaza. Mais, avec une intuition correcte, les masses palestiniennes, dirigées par le Hamas, ont rompu l'encerclement dans son « point faible », en démolissant les murs et les points de contrôle de la frontière. L'armée égyptienne, qui a initialement échangé des tirs avec la milice du Hamas, a par la suite été réticente pour réprimer les milliers de personnes qui entraient dans le pays. En même temps, les habitants et les commerçants égyptiens de la péninsule du Sinaï se sont montrés prêts à recevoir et à aider le peuple palestinien.

Ces faits ont provoqué en Egypte une crise politique dont l'importance dépasse la rupture du blocus. Entre 1948 et 1973, ce pays, le plus grand du monde arabe, gouverné par un courant militaire nationaliste bourgeois, le nassérien, a dirigé la lutte des peuples arabes contre Israël. Après la défaite de 1973 dans la guerre contre Israël, le nassérisme a commencé à tourner de plus en plus à droite. En 1978, Anwar el-Sadat, le successeur de Nasser, a signé à Camp David (Etats-Unis) un accord avec le gouvernement israélien, qui reconnaissait l'existence d'Israël et renonçait à la lutte pour récupérer la Palestine pour le peuple arabe.

Actuellement, l'Egypte est régie par la sanglante dictature pro-impérialiste de Hosni Mubarak, qui reçoit des Etats-Unis une aide annuelle de 2 milliards de dollars (la plus grande après l'Israël) pour rompre l'unité des peuples arabes dans la lutte contre Israël et « fermer l'étau » sur la Bande de Gaza.

Il est donc logique que le gouvernement de Mubarak reçoive de dures récriminations d'Israël et de l'impérialisme pour ne pas jouer le rôle qui lui est assigné, et qu'on exige de lui. Ceci n'est apparemment pas facile, malgré sa volonté de le faire, à cause de la crise que cette situation provoque dans l'armée égyptienne, et des sympathies de la majorité de la population pour les Palestiniens.

De fait, à partir de la rupture de la frontière, le problème palestinien est entré de plein pied dans la politique interne égyptienne. La politique pro-impérialiste de Mubarak est davantage mise en question et il y a eu des mobilisations d'appui aux habitants de Gaza. C'est-à-dire, l'usure du gouvernement augmente parce que ceci s'ajoute aux problèmes qu'il doit déjà affronter, comme la vague de grèves ouvrières que le pays a vécue durant les dernières années. Autrement dit, avec la crise de la dictature de Mubarak s'accélère

la détérioration d'une des pièces maîtresses de la structure politique de l'impérialisme et du sionisme dans la région.

Encore une fois le problème de fond : la nécessité de détruire l'Etat d'Israël

Face au blocus criminel de la Bande de Gaza, nous sommes d'accord sûrement avec la majorité de la gauche mondiale, y compris probablement une partie de la gauche israélienne, sur la nécessité de mettre en échec ce blocus et d'exiger d'Israël sa fin. En ce sens, la LIT-QI lance un appel pour mettre en oeuvre une grande campagne unitaire de mobilisations pour cette exigence, dans un autre article de cette même édition de Courrier International.

De pair avec cette action unitaire, les événements de Gaza mettent de nouveau au premier plan le débat sur la question de la solution de fond pour la situation de conflit permanent en Palestine-Israël. La LIT-QI continue à affirmer que la seule solution est la destruction d'Israël qui, par son caractère d'enclave coloniale, d'usurpateur de la terre palestinienne, et d'Etat gendarme de l'impérialisme, est l'origine permanente de cette situation de conflits, avec des méthodes de plus en plus cruelles et génocides. C'est-à-dire, il n'y a aucune possibilité que le peuple palestinien obtienne la libération de sa terre et qu'il y ait de la paix dans la région, sans expulser l'occupant sioniste, de la même manière qu'il n'y avait pas d'autre alternative que de détruire l'« Etat de l'apartheid » en Afrique du Sud ou de liquider l'Etat nazi en Europe lors de la Seconde Guerre mondiale.

C'est pourquoi, nous revendiquons le mot d'ordre constitutif de l'OLP, aujourd'hui abandonné par la grande majorité des organisations de la gauche, de combattre pour une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste, où peuvent coexister en paix les Palestiniens et les Juifs qui sont prêts à le faire et où peuvent retourner les millions de réfugiés et d'émigrés palestiniens, expulsés par Israël depuis 1948.

Toutefois, nous répétons que cette Palestine ne pourra pas être obtenue sans détruire l'Etat d'Israël. C'est une tâche que la défaite de l'armée sioniste au Liban et la rupture du blocus à Gaza, ajoutées à la crise politique croissante en Israël-même et à la détérioration de la politique impérialiste pour l'ensemble du Moyen Orient, mettent de plus en plus à l'ordre du jour comme actuelle et possible. Ceci, à condition d'obtenir l'unité des masses palestiniennes et de l'ensemble des peuples arabes dans cette lutte, ainsi que l'existence d'une direction disposée à mener cette tâche jusqu'à la fin.

La politique du Hamas

A partir de cet appui inconditionnel à la lutte du peuple palestinien, nous voulons analyser plus profondément la politique du Hamas, l'organisation que nous reconnaissons comme étant la direction des masses palestiniennes de la Bande de Gaza.

Cette politique a eu des contradictions profondes. D'une part, le Hamas a répondu correctement, avec des actions de lutte, aux agressions récentes du sionisme et de leurs agents palestiniens et arabes (Abbas, Al Fatah et le gouvernement égyptien), en libérant d'abord la Bande de Gaza, à partir d'où il continue à lancer des attaques avec des fusées contre Israël, et en rompant maintenant le blocus sur la frontière avec l'Egypte. Ces actions lui ont sûrement gagné un immense prestige auprès des Palestiniens et des peuples arabes.

Mais, en même temps, le Hamas a lancé des appels permanents à la conciliation avec Abbas et Al Fatah et il a montré sa disposition à accepter une trêve de fait avec Israël. C'est une politique destinée à obtenir un certain statu quo qui lui permet de participer au gouvernement des territoires de l'actuelle ANP ou, au moins, d'obtenir un mini-Etat dans la Bande de Gaza, dirigé par eux. Une politique qui montre, d'une part, le caractère bourgeois et les limitations profondes de la direction du Hamas.

D'autre part, il est totalement absurde de penser que la situation terrible des Palestiniens puisse être résolue en maintenant seulement le contrôle permanent de Gaza. Si l'histoire a démontré largement que les problèmes sociaux d'une nation économiquement arriérée ne peuvent pas être résolus dans les frontières nationales, cette perspective s'avère encore plus impossible à obtenir dans un petit territoire, presque sans base productive et sans infrastructure de services, comme la Bande de Gaza.

C'est pourquoi, la récupération de la totalité du territoire palestinien n'est pas seulement un objectif historique mais c'est aussi un premier pas indispensable pour commencer à résoudre cette situation, ce qui nous mène, sans alternative, à la nécessité de détruire l'Etat d'Israël.

C'est cette perspective stratégique qui impose les tâches les plus urgentes. D'abord, il faut mettre en échec les agents d'Israël et de l'impérialisme dans le peuple palestinien, comme Abbas et Al Fatah. Deuxièmement, est faut appeler l'ensemble des peuples arabes à la lutte pour mettre en échec les gouvernements pro-impérialistes de la région, spécialement, la dictature de Hosni Mubarak. De manière immédiate, cette mobilisation doit imposer au gouvernement égyptien l'ouverture permanente de la frontière avec Gaza et l'approvisionnement en aliments, médicaments et combustibles. Cette mobilisation doit également déboucher sur l'exigence nécessaire en direction des gouvernements comme celui de la Syrie, qu'ils cessent d'approuver des accords comme ceux d'Annapolis et qu'ils soutiennent de manière effective la lutte des Palestiniens.

La situation actuelle de la Bande de Gaza présente donc deux alternatives possibles. La première est que les triomphes partiels, comme la libération du territoire ou la rupture de la frontière avec l'Egypte, conduisent à un statu quo de coexistence temporaire, une situation qui, comme l'enseigne l'expérience, sera rapidement défaite par Israël et ses agents palestiniens, avec de nouvelles attaques. L'autre est que ces triomphes servent de stimulant et promeuvent une grande mobilisation conjointe des peuples arabes et musulmans, qui permettra d'avancer dans la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël.

Pour une grande campagne de solidarité avec le peuple palestinien

Dans une politique qui rappelle l'action des nazis, face au ghetto de Varsovie, le gouvernement israélien cherche, avec son blocus de la Bande de Gaza, que des milliers de Palestiniens meurent de faim ou de maladie, pour atteindre ses objectifs.

Nous ne pouvons pas rester passifs, face à cette nouvelle action génocide d'Israël dans la Bande de Gaza. C'est pourquoi, **il est nécessaire de développer une grande campagne**

internationale de solidarité et d'appui au peuple palestinien de ce territoire pour rompre le blocus et obliger Israël à le lever. Nous croyons qu'il faut aussi **exiger du gouvernement égyptien qu'il ouvre de manière permanente la frontière avec Gaza et qu'il fournisse aux Palestiniens qui entrent au pays les éléments dont ils ont besoin pour survivre.**

La LIT-QI appelle aussi à exiger des gouvernements de tous les pays, qu'en réponse à l'action israélienne criminelle, ils décrètent un boycottage d'exportations à Israël, jusqu'à ce que cesse le blocus à Gaza. L'action des organisations syndicales, décidant des actions en ce sens, est très importante.

Quelques premières manifestations ont déjà commencé à se développer en Espagne, avec des rassemblements et des manifestations qui auront lieu dans différentes villes du pays, ainsi qu'en Argentine et dans d'autres pays. Nous saluons aussi l'action conjointe réalisée entre Palestiniens et Israéliens avec cette exigence. Nous devons étendre ces exemples à toute la planète.

Toutes les organisations ouvrières et de gauche, et celles qui se revendiquent comme démocratiques et humanitaires, doivent participer à cet appel pour rompre le blocus israélien et sauver la vie de milliers de Palestiniens.

**Brisons le blocus criminel israélo-égyptien !
Solidarité et appui au peuple de Gaza !**

Secrétariat International de LIT-QI
São Paulo, le 31 janvier 2008

Une action conjointe très importante

La politique génocide du gouvernement d'Israël a commencé à provoquer la réaction d'un secteur de personnalités et d'organisations de la gauche israélienne. Pour la première fois depuis de nombreuses années, il y a eu une marche conjointe d'activistes israéliens et palestiniens vers le Passage Erez, sur la frontière nord de la Bande de Gaza avec Israël, pour réclamer la fin du blocus et amener des aliments et des médicaments pour ses habitants.

Il est évident que, pour le moment, il s'agit de l'expression d'un secteur encore très petit de la société israélienne, puisque sa grande majorité, jusqu'à présent, soutient la politique de « main dure » avec les Palestiniens. Mais de toute façon, c'est un fait d'importance énorme parce qu'il représentera, s'il s'étend, un autre « trou » dans la politique du sionisme.